

5. Le présent accord peut être dénoncé à tout moment, avec un préavis de quatre-vingt-dix jours. La dénonciation du présent accord sera notifiée à l'autre Partie contractante par voie diplomatique.

6. L'application du présent accord peut être suspendue en totalité ou en partie par l'une ou l'autre des Parties contractantes. La suspension devra être notifiée immédiatement par la voie diplomatique.

Je vous serais obligé de me faire savoir si les dispositions qui précèdent recueillent l'agrément de votre Gouvernement. Dans l'affirmative, la présente lettre ainsi que votre réponse constitueront un accord entre nos deux Gouvernements, qui entrera en vigueur dans un délai de trente jours à compter de la date de votre réponse.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de la République de Pologne présente son agrément, afin votre lettre en date d'aujourd'hui et la présente réponse constitueront un accord entre le Gouvernement de la République de Pologne et le Gouvernement de la République française sur la suppression de l'obligation de visa pour des séjours d'une durée supérieure à trois mois pour étudiants et stagiaires professionnels, qui entrera en vigueur après un délai de trente jours à compter de la date d'aujourd'hui, le 3 août 2001.

Je vous prie de recevoir, monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

RADOSLAW SIKORSKI,
Sous-secrétaire d'Etat

Arrêté du 22 août 2001 portant création d'un système informatique de gestion des Français incarcérés à l'étranger

NOR : MAEF0110053A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu la convention de Vienne du 24 avril 1963 sur les relations consulaires ;

Vu la convention du Conseil de l'Europe n° 108 du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 pris pour l'application des chapitres I^{er} à IV et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 98-1124 du 10 décembre 1998 portant organisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères ;

Vu l'arrêté du 10 décembre 1998 relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères ;

Vu la lettre de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 17 mai 2001 portant le numéro 752240,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Il est créé au ministère des affaires étrangères (direction des Français à l'étranger et des étrangers en France), 244, boulevard Saint-Germain, 75303 Paris 07 SP, un traitement automatisé d'informations nominatives dont la finalité est la gestion des ressortissants français détenus ou incarcérés à l'étranger (CIRCE).

Art. 2. - Les catégories d'informations nominatives sont les suivantes :

- nom, prénom, nom marital, date et lieu de naissance du détenu ;
- date, lieu et motif de l'incarcération ;
- date, lieu et durée de la condamnation ;
- durée de la peine effectuée ;
- nom, adresse et numéros de téléphone de contacts en France ;
- nom, adresse et numéros de téléphone des intervenants ;
- date de la libération.

Art. 3. - Les destinataires de ces informations sont :

- le directeur des Français à l'étranger et des étrangers en France ;
- la sous-direction de la sécurité et de la protection des personnes.

Art. 4. - Le droit d'accès prévu par l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée s'exerce auprès du ministère des affaires étrangères (direction des Français à l'étranger et des étrangers en France).

Art. 5. - Le directeur des Français à l'étranger et des étrangers en France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 août 2001.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des Français à l'étranger
et des étrangers en France,
J.-P. LAFON

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Décret du 27 août 2001 fixant l'étendue de la zone spéciale de dégagement et les servitudes de protection contre les obstacles applicables sur le parcours du faisceau hertzien de Trédaniel-Kermoissac (Côtes-d'Armor) n° 022 006 0007 à Saint-Quay-Portrieux - Saint-Quay (Côtes-d'Armor) n° 022 006 0003 traversant le département des Côtes-d'Armor

NOR : DEFS0101782D

Par décret en date du 27 août 2001, sont approuvés le plan et le mémoire explicatif annexés audit décret (1) fixant les limites de la zone spéciale de dégagement et les servitudes de protection contre les obstacles applicables sur le parcours du faisceau hertzien de Trédaniel-Kermoissac (Côtes-d'Armor) n° 022 006 0007 à Saint-Quay-Portrieux - Saint-Quay (Côtes-d'Armor) n° 022 006 0003 traversant le département des Côtes-d'Armor.

La zone spéciale de dégagement est définie sur le plan par le tracé en vert.

Les servitudes applicables à cette zone sont celles fixées par l'article R. 24 du code des postes et télécommunications.

Elles grèvent, dans le département des Côtes-d'Armor, le territoire des communes de Trédaniel, Bréhand, Hénon, Quessoy, Plédran, Yffiniac, Trégueux, Languieux, Saint-Brieuc, Plérin, Saint-Quay-Portrieux.

La partie la plus haute des obstacles, à l'exception des végétaux, fixes ou mobiles, métalliques et non métalliques, à créer dans cette zone ne devra pas dépasser les cotes indiquées sur le plan.

(1) Ce plan et ce mémoire explicatif peuvent être consultés à la direction des travaux maritimes de Brest-Le Château, BP 16, 29240 Brest Naval.

Décret du 27 août 2001 fixant l'étendue de la zone spéciale de dégagement et les servitudes de protection contre les obstacles applicables sur le parcours du faisceau hertzien de Saint-Malo-Bonne Rencontre (Ille-et-Vilaine) n° 035 006 0004 au sémaphore de Granville-Pointe du Roc (Manche) n° 050 006 0005 traversant les départements d'Ille-et-Vilaine et de la Manche

NOR : DEFS0101781D

Par décret en date du 27 août 2001, sont approuvés le plan et le mémoire explicatif annexés audit décret (1) fixant les limites de la zone spéciale de dégagement et les servitudes de protection contre les obstacles applicables sur le parcours du faisceau

hertzien de Saint-Malo - Bonne Rencontre (Ille-et-Vilaine) n° 035 006 0004 au sémaphore de Granville-Pointe du Roc (Manche) n° 050 006 0005 traversant les départements d'Ille-et-Vilaine et de la Manche.

La zone spéciale de dégagement est définie sur le plan par le tracé en vert.

Les servitudes applicables à cette zone sont celles fixées par l'article R. 24 du code des postes et télécommunications.

Elles grèvent, dans le département d'Ille-et-Vilaine, le territoire des communes de Saint-Malo et Saint-Coulomb et, dans le département de la Manche, le territoire de la commune de Granville.

La partie la plus haute des obstacles, à l'exception des végétaux, fixes ou mobiles, métalliques et non métalliques, à créer dans cette zone ne devra pas dépasser les cotes indiquées sur le plan.

(1) Ce plan et ce mémoire explicatif peuvent être consultés à la direction des travaux maritimes de Cherbourg, BP 4, 50115 Cherbourg Naval.

Arrêté du 19 juin 2001 fixant pour les ingénieurs d'études et de fabrications l'indemnité relative aux frais de formation à rembourser en cas de rupture d'engagement (promotion 2000)

NOR : DEFP0101982A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre de la défense,

Vu le décret n° 89-750 du 18 octobre 1989 modifié portant statut particulier du corps des ingénieurs d'études et de fabrications du ministère de la défense (art. 6),

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - Le montant des frais engagés pour la formation d'adaptation à l'emploi des ingénieurs d'études et de fabrications stagiaires de la promotion 2000 comprend, outre le traitement brut afférent à l'échelon détenu par le stagiaire pendant cette période ainsi que les primes et indemnités perçues conformément à la réglementation en vigueur et n'ayant pas le caractère de remboursement de frais, le coût de formation selon le ou les modules suivis fixé selon le tableau joint en annexe.

Art. 2. - Le directeur de la fonction militaire et du personnel civil est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 juin 2001.

Le ministre de la défense,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du sous-directeur
de la gestion du personnel civil :
L'administrateur civil,
C. NICOLAS

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement de la directrice du budget :
La sous-directrice,
F. DELASALLES

ANNEXE

PROMOTION 2000

FORMATION	DURÉE	CYCLE 2000-2001
Formation générale	2 mois	10 210 F
Formation diplômante en informatique	7 mois	33 891 F
Formation diplômante en électronique	10 mois	34 571 F
Formation diplômante en mécanique	9 mois	34 571 F
Formation diplômante en génie civil	9 mois	15 000 F
Formation diplômante en qualité	9 mois	26 594 F
Formation diplômante en électrotechnique	10 mois	34 571 F
Formation diplômante en télécommunications ..	10 mois	34 571 F
Formation diplômante en organisation	10 mois	55 000 F

Arrêté du 10 août 2001 modifiant l'arrêté du 5 janvier 2001 conférant la qualité d'ordonnateur secondaire au chef du service contrats-finances de la structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques du ministère de la défense

NOR : DEFF0101983A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre de la défense,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment ses articles 5, 6, 63 à 66, 104 et 226 ;

Vu le décret n° 2000-1180 du 4 décembre 2000 fixant les attributions de la structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques du ministère de la défense ;

Vu l'arrêté du 4 décembre 2000 portant organisation de la structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques du ministère de la défense ;

Vu l'arrêté du 5 janvier 2001 conférant la qualité d'ordonnateur secondaire au chef du service contrats-finances de la structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques du ministère de la défense,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - Les dispositions du second alinéa de l'article 3 de l'arrêté du 5 janvier 2001 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« En outre, cet ordonnateur secondaire peut déléguer sa signature de façon permanente à un ou deux officiers ou à un ou deux fonctionnaires de catégorie A, l'un ayant la qualité de délégué en titre, l'autre ayant celle de délégué suppléant, relevant de son service, en fonction à Toulouse (Haute-Garonne) et à Arcueil (Val-de-Marne). »

Art. 2. - Le directeur des affaires financières au ministère de la défense et le directeur général de la comptabilité publique au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 août 2001.

Le ministre de la défense,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur
des affaires financières :
Le chef de service,
F. DOUBLET

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la comptabilité publique :
L'inspecteur des finances,
J.-L. ROUQUETTE

Arrêté du 10 août 2001 fixant la liste des organisations syndicales représentatives au comité technique paritaire central de l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées ainsi que le nombre de sièges attribués à chacune d'elles

NOR : DEFA0101974A

Le ministre de la défense,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 94-844 du 30 septembre 1994 portant organisation de l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées ;

Vu l'arrêté du 30 mars 2001 portant création du comité technique paritaire central de l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées ;

Vu l'arrêté du 3 avril 2001 fixant les modalités de la consultation du personnel organisée en vue de déterminer la représentativité des organisations syndicales appelées à désigner des représentants au comité technique paritaire central de l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées ;

Vu le procès-verbal de la consultation du personnel de l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées organisée le 21 juin 2001,

SERTIM CHERBOURG

LE : 04/01/1996

PLAN N°96-005

ECHELLE : 1/50000

N° ANFR : 035 06 004

Communes concernées :

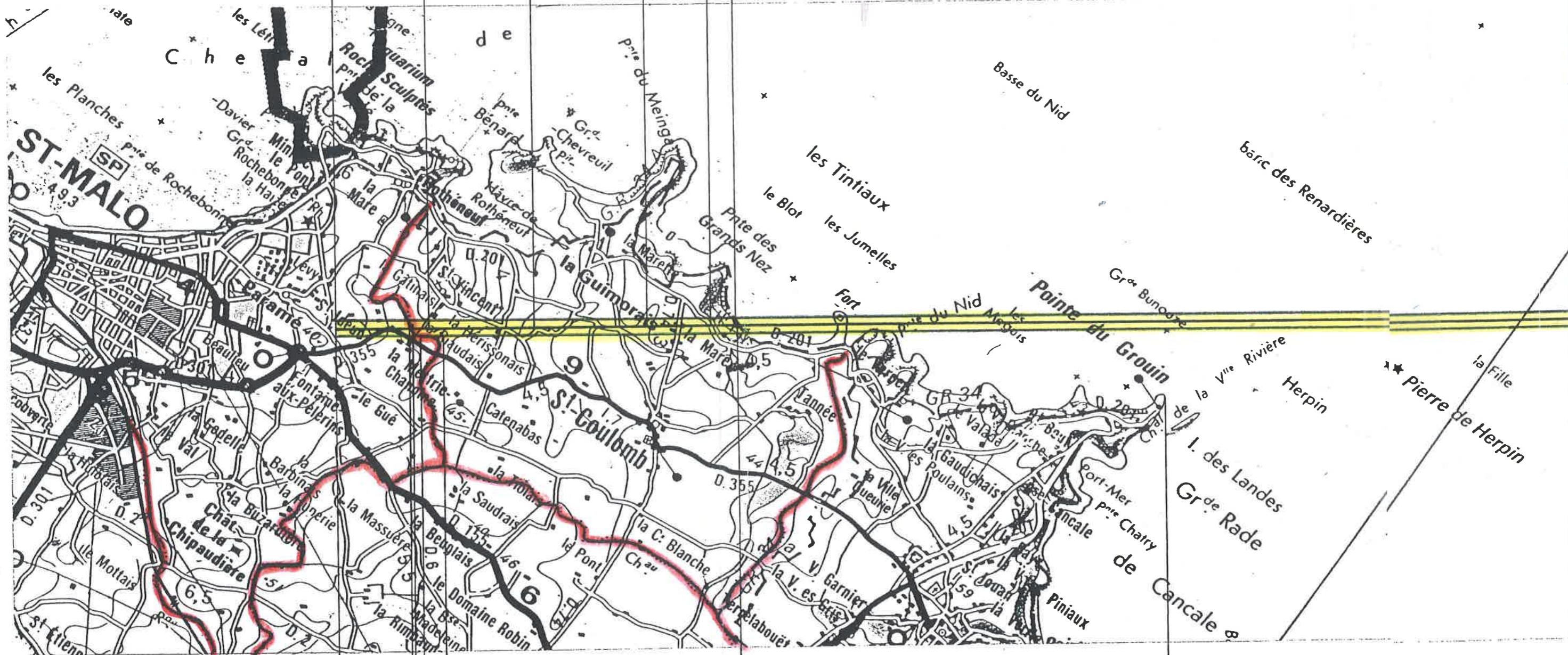
St MALO
48° 39' 47" N
01° 57' 49" O

- Saint Malo
- Saint Coulomb
- Granville

Azimut : 53° 17'

ALTITUDES MAXIMUM (NGF)

78m 73m 68m 65m 64m



COMMUNES

St MALO

St COULOMB

DEPARTEMENTS

UNION HERZÉNIENNE ST MALO SEMAPHORE DU ROC [GRANVILLE]

48° 50' 06" N

N°CCT : 050.0

Azimut : 233° 33'

Communes concernées :



MANCHE